

Caucase du Sud : la 'TRIPP', porte d'entrée américaine dans le nouveau grand jeu

Description

La « Route Trump pour la paix et la prospérité internationale » (TRIPP) proposée par le Président américain rebat les cartes dans le Caucase du Sud. Loin de n'impacter que l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce nouveau couloir stratégique se destine à être la porte d'entrée américaine sur l'échiquier des corridors eurasiatiques. Washington s'immisce ainsi dans le prétendu pré-carré caucasien de la Russie et vient transformer l'équilibre régional.

Le [Président américain Donald Trump](#) organisait une rencontre entre le [président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev](#), et le [Premier ministre arménien, Nikol Pashinyan](#). Lors de cette rencontre, Washington et Erevan ont signé trois mémorandums, dont un concernant la mise en place de la TRIPP. Toutefois, aucun accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'a été signé à cette occasion et c'est la TRIPP qui semble être devenue l'incarnation d'un espoir de paix et de normalisation après plus de trois décennies de conflit. En effet, la route de 43 km au total devrait reprendre le tracé du corridor de Zanguezour, réclamé par Bakou pour relier l'enclave du Nakhitchevan, et traverser sur 32 km la région du Siunik arménien, le long de sa frontière avec l'Iran. Ce tronçon opérera sous législation arménienne mais sera sous contrôle d'entreprises américaines. Ce compromis semble satisfaire les deux belligérants et offrir aux Américains le contrôle d'une portion d'un corridor reliant l'Asie à l'Europe et évitant le territoire russe.

La paix dans le Caucase selon D. Trump : Washington triomphe, Bakou exulte et Erevan se rassure

Avec la TRIPP, les États-Unis de D. Trump parviennent à s'imposer comme médiateurs dans le Caucase du Sud, au détriment des autres grandes puissances régionales, et particulièrement de la Russie. Les États-Unis renforcent ainsi leur présence auprès d'anciens membres de l'URSS et s'insèrent dans le grand jeu des corridors économiques. En effet, la TRIPP se connectera à la [Route de transport transcaspienne](#) qui contourne, elle, l'Arménie. Ce point d'entrée par le Caucase permettra aux Américains d'obtenir un accès à l'Asie centrale et à ses ressources, notamment en hydrocarbures. De plus, l'accord conclu entre les États-Unis et l'Arménie stipule que l'infrastructure de la TRIPP sera exploitable pendant 99 ans par les entreprises américaines. Une telle implication économique pourrait alors servir de justification aux États-Unis pour envoyer des hommes sur un territoire proche de la Russie et surplombant l'Iran.

L'Azerbaïdjan tire aussi profit de cette nouvelle route. La TRIPP devrait renforcer sa connectivité et son influence régionale. En effet, ce corridor a longtemps été une exigence de Bakou qui souhaitait ne plus avoir besoin de recourir à un pays tiers pour relier les deux parties de son territoire et rejoindre la Turquie. De plus, à la suite de la rencontre à Washington, les deux pays ont approfondi leurs relations en s'accordant sur un partenariat stratégique qui permettra la mise en place d'une coopération renforcée dans les secteurs de l'énergie et de la défense.

Côté arménien, les retombées de ce projet ont été présentées comme une opportunité stratégique et l'assurance d'une paix durable dans la région. L'Arménie évite des concessions territoriales permanentes à l'Azerbaïdjan et semble obtenir la clef de son désenclavement économique en retrouvant son accès direct avec le marché russe et celui de l'Union économique eurasiatique (UEE). En effet, depuis le début du conflit avec l'Azerbaïdjan, il n'existait plus de connexion directe entre l'Arménie et la Russie. Le seul point de passage pour les marchandises arméniennes passait par la Géorgie, une route devenue insécure en raison des tensions entre la Géorgie et la Russie. L'ouverture de la TRIPP et la conclusion d'un accord de paix avec l'Azerbaïdjan ouvrirait ainsi à l'Arménie l'accès à la mer Noire *via* la Turquie, ce qui permettant à Erevan de regagner un accès direct à la Russie et aux autres pays de l'UEE. Toutefois, l'Arménie n'a obtenu aucune

véritable garantie de sécurité de la part des États-Unis. [Ce point a été fortement critiqué dans les journaux arméniens](#) et sert le discours de ceux qui accusent Nikol Pachinian de ne pas avoir protégé la souveraineté de l'Arménie, puisqu'une partie du territoire sera sous contrôle américain. Par ailleurs, la TRIPP pourrait avoir pour conséquence néfaste et paradoxale d'isoler l'Arménie dans la région en mettant en péril sa relation avec l'Iran.

Un revers symbolique pour Moscou, dont l'influence régionale ne cesse de s'effriter

Toutefois, la grande perdante de cet accord semble être la Russie qui s'est vu remplacer en tant que médiatrice dans le conflit arméno-azerbaïdjanais par les États-Unis, alors même qu'elle occupait ce rôle depuis les années 1990 et avait rédigé un accord tripartite après la deuxième guerre du Haut-Karabagh en 2020. De plus, la Russie espérait pouvoir contrôler le corridor de Zanguezour et planifiait de le faire surveiller par des troupes du Service fédéral de sécurité (FSB). Si Moscou a réagi avec neutralité à l'annonce de cet accord, la rencontre du 8 août à la Maison Blanche a été vue par certains commentateurs comme une [« prise d'initiative face à Poutine »](#) : les États-Unis ont en effet profité de la volonté conjointe de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie de sortir du giron russe. Il est vrai que, depuis quelques années, les motifs de confrontation entre l'Azerbaïdjan et la Russie se multiplient, notamment dans le domaine de l'énergie, tandis que l'Arménie considère l'inaction de Moscou en 2023, lors de l'offensive azerbaïdjanaise contre le Haut-Karabagh, comme une trahison.

Cependant, le déclin de la Russie dans le Caucase du Sud est à nuancer. Certes, son influence s'amenuise en Arménie mais elle reste son premier partenaire commercial et maintient le pays dans une dépendance énergétique. Elle conserve aussi une proximité avec certains membres de l'opposition arménienne. De plus, elle possède encore des bases militaires et de nombreux effectifs sur le territoire arménien qui continuent de patrouiller à la frontière irano-arménienne. Enfin, la Russie pourrait même parvenir à s'immiscer dans le projet américain, car l'entreprise qui contrôle le réseau ferré arménien (*South Caucasus Railway*) est la filiale d'une entreprise russe.

Un réajustement stratégique dans le Caucase qui dépasse la rivalité russo-américaine

La Russie n'est pas la seule puissance à voir ce repositionnement américain affecter son influence dans la région. L'Iran est la deuxième concernée par ce qu'elle qualifie [« d'ingérence étrangère »](#). Les autorités iraniennes voient d'un très mauvais œil l'établissement d'une telle route à leur frontière. Elles craignent la présence des troupes américaines à proximité immédiate de leur territoire et une accentuation de leur isolement économique. L'Iran s'inquiète aussi de l'émergence, liée à la création de ce nouvel axe entre Turquie et Azerbaïdjan, d'un sentiment séparatiste dans la province iranienne d'Azerbaïdjan, située au nord-ouest du pays et peuplée d'une ethnie azérie.

La troisième puissance à avoir des raisons de craindre la percée américaine dans le Caucase du Sud est la Chine, qui se retrouve face à son adversaire commercial sur son propre corridor médian. [Les répercussions pour la Chine sont toutefois encore incertaines](#) car la TRIPP pourrait aussi bien lui permettre de réduire ses coûts de transport que l'amener à se confronter aux États-Unis, lesquels pourraient exiger un prix de passage plus élevé pour les marchandises chinoises.

S'agissant de l'Union européenne (UE), ce nouvel accord met en exergue l'affaiblissement de son action diplomatique dans la région, au profit Washington. Non conviée à la table des négociations, l'UE a été prise de court et marginalisée. Les accords de Donald Trump avec l'Arménie mettent *de facto* fin à sa mission d'observation sur le territoire arménien. De plus, si elle s'est proposée de participer au financement des infrastructures de la TRIPP, celui-ci est conditionné à la volonté des États-Unis.

La Turquie est la puissance régionale qui semble entièrement tirer profit de la création de la TRIPP. Bien qu'Ankara n'ait pas non plus pris part aux négociations, la TRIPP lui permettrait de renforcer son influence régionale, notamment en Asie centrale. De plus, le succès du projet TRIPP est clairement conditionné à l'implication de la Turquie, ce qui lui offre un avantage stratégique. En effet, sans une normalisation de ses relations avec l'Arménie et une réouverture de leur frontière commune fermée depuis 1993, le projet semble voué à l'échec.

La TRIPP tributaire d'obstacles juridiques, techniques et politiques

L'implication de la Turquie n'est pas l'unique facteur déterminant pour la concrétisation du projet américain. En effet, de nombreuses questions indépendantes de la volonté américaine restent en suspens. Tout d'abord, il est invraisemblable de penser que cette route pourra voir le jour avant qu'un accord de paix ne soit signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Or, celui-ci est conditionné à une délimitation claire des frontières entre les deux États. Si l'article 1 de l'accord paraphé à Washington assure une reconnaissance des frontières de 1991, les troupes azerbaïdjanaises n'auraient toujours pas quitté les 200 km² de territoire arménien qu'elles occupent depuis 2022. De plus, le pouvoir azerbaïdjanais, bien qu'il se montre prudent depuis août dernier, soutient un discours de réinstallation d'Azerbaïdjanais dans ce qu'il nomme « l'Azerbaïdjan occidental » et qui correspond à une partie du territoire de l'Arménie. Enfin, Ilham Aliev conditionne aussi la signature d'un accord de paix à une révision de la Constitution arménienne, afin que la mention d'une unification avec le Haut-Karabagh soit supprimée.

En outre, [la question du contrôle concret de la TRIPP cristallise les divergences](#) entre les deux pays, l'Azerbaïdjan refusant que ses citoyens puissent entrer en contact avec des autorités policières et douanières arméniennes, alors que l'Arménie exige d'exercer un contrôle souverain sur la route qui traverse son territoire.

Ces sources de tensions joueront un rôle lors des élections législatives de juin 2026 en Arménie. Les résultats de ces dernières pourraient avoir un impact sur le projet, [alors que plus de 60 % des Arméniens seraient opposés à la TRIPP](#). L'opposition et la diaspora arménienne sont en effet particulièrement critiques du projet et de N. Pachinian : selon eux, le Premier ministre a cédé à toutes les exigences de Bakou. Si les détracteurs du projet, et notamment l'opposition soutenue par la Russie, remportent les élections, le référendum visant à modifier la Constitution arménienne et promis par N. Pachinian, pourrait ne pas avoir lieu.

Ainsi, même si les signes de bonne volonté des deux parties s'accumulent, comme on l'a vu par exemple à la fin du mois d'octobre 2025 avec la levée des restrictions aux frontières, la concrétisation de la TRIPP reste, à ce stade, incertaine.

Vignette : Rencontre entre le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev et le président américain Donald Trump à Washington, le 8 août 2025 (copyright : [site du Premier ministre arménien](#)).

* Anna Lemeunier est étudiante de Master 2 de relations internationales et langue russe, spécialisée sur l'espace post-soviétique avec un focus sur les aires d'Asie centrale et du Caucase.

Pour citer cet article : Anna Lemeunier (2026), « Caucase du Sud : la 'TRIPP', porte d'entrée américaine dans le nouveau grand jeu », *Regard sur l'Est*, 26 janvier.



[Retour en haut de page](#)

date créée

26/01/2026

Champs de Méta

Auteur-article : Anna Lemeunier*